



Demande pour l'obtention d'une aide financière trimestrielle pour exploitations agricoles du secteur porcin : "soutien aux entreprises en difficulté du secteur porcin dans le cadre de la lutte contre le COVID-19"



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de [Adobe Systems Incorporated](https://www.adobe.com/fr/acrobat/reader-main.aspx).

Vos droits concernant vos données personnelles :

Les informations qui vous concernent recueillies sur ce formulaire font l'objet d'un traitement par l'administration concernée afin de mener à bien votre demande.

Ces informations sont conservées pour la durée nécessaire par l'administration à la réalisation de la finalité du traitement.

Les destinataires de vos données sont les administrations compétentes dans le cadre du traitement de votre demande. Veuillez-vous adresser à l'administration concernée par votre demande pour connaître les destinataires des données figurant sur ce formulaire.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et le cas échéant d'effacement des informations vous concernant. Vous disposez également du droit de retirer votre consentement à tout moment.

En outre et excepté le cas où le traitement de vos données présente un caractère obligatoire, vous pouvez, pour des motifs légitimes, vous y opposer.

Si vous souhaitez exercer ces droits et/ou obtenir communication de vos informations, veuillez-vous adresser au **Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**. Dans le cas où les coordonnées du service responsable ne sont pas indiquées, vous avez la possibilité de vous adresser par mail (dpo@ma.etat.lu) au délégué à la protection des données du **Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**. Vous avez également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données ayant son siège à 15, boulevard du Jazz, L-4370 Belvaux.

1. Saisie

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Informations de l'entreprise agricole

Nom de l'entreprise* :

(s'il s'agit d'une exploitation en nom propre, prière de renseigner le nom et le prénom du chef d'exploitation)

Numéro d'exploitation* :

N° d'identification national* :

(matricule du chef d'entreprise, le cas échéant)

Email :

Téléphone* :

Exploitation porcine de type*:

"naisseurs" sans engraissement

"naisseurs" + "engraisseurs"

"autres"

(veuillez cocher la case appropriée)



Adresse de correspondance

Rue, N°* :

Code postal* :

Localité* :

Coordonnées bancaires

IBAN LU* :

Code BIC* :

Titulaire du compte* :

(Titulaire de compte et demandeur doivent obligatoirement être identiques)

2. Eligibilité

Votre entreprise doit remplir les conditions d'éligibilité suivantes :

- la capacité de production porcine **n'a pas été significativement réduite** par rapport au trimestre de référence
- la **perte du chiffre d'affaires est de 30 % ou plus** calculée sur base d'une production trimestrielle constante par rapport au trimestre de référence
- l'entreprise est une exploitation à titre principal c'est-à-dire dont la production standard totale réalisée par l'exploitation en 2020 était d'au moins 75.000 euros
- le revenu principal provient de la production porcine, c'est-à-dire qu'au moins 50% de la production standard totale de l'exploitation provient du secteur porcin.

IMPORTANT: L'aide est destinée uniquement à la production porcine luxembourgeoise, c-à-d. l'élevage et/ou l'engraissement doivent se faire dans des bâtiments d'élevage porcin situés sur le territoire luxembourgeois et les demandes de remboursement des frais (financement et personnel) doivent être en relation directe avec des bâtiments d'élevage porcin situés sur le territoire national luxembourgeois.

3. Pièces à joindre

- Le bilan de l'année 2019 ;
- Des documents sur le chiffre d'affaires réalisé pour les mois éligibles en 2019 et en 2020, respectivement en 2020 et en 2021 à savoir : les bons de livraisons mentionnant la date exacte de la livraison des porcs, truies ou porcelets ; les factures de ventes/décomptes d'abattoir mentionnant les poids et les prix, respectivement le prix par pièce, le cas échéant ;
- La déclaration de TVA pour les exploitations hors régime forfaitaire ;
- les extraits de compte bancaire qui renseignent les sommes perçues durant le trimestre concerné par la demande en rapport avec le chômage partiel, le cas échéant ;
- **si l'exploitation emploie du personnel:**
 - i) une copie des fiches salaires des salariés et les copies des virements des salaires ;
 - ii) un relevé sommaire des charges patronales mensuelles des salariés pour les mois éligibles ;

Les données précises concernant les charges patronales mensuelles des salariés payées pendant les mois éligibles ne seront échangées ultérieurement que si le critère de la baisse du chiffre d'affaires est rempli. Le demandeur d'aide sera informé des modalités le moment venu.



- **si l'exploitation a des charges financières** (intérêts et frais liés aux lignes de crédit): un certificat de la banque pour les charges financières pour les mois éligibles ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- la facture de frais en relation directe avec l'établissement du dossier de demande d'aide et l'extrait de banque faisant preuve du paiement, le cas échéant.

4. Déclaration sur l'honneur

Je soussigné,

atteste sur l'honneur que toutes les informations fournies dans ce formulaire de demande sont correctes. Je déclare également être en conformité avec toutes les dispositions suivantes :

- Je ne suis pas bénéficiaire économique d'une aide financière forfaitaire équivalente de la part de la Direction générale des classes moyennes du Ministère de l'Economie ;
- J'accepte que l'aide soit publiée sur un site Internet dédié à la transparence ;
- Je suis conscient que le fait d'avancer de fausses déclarations dans le cadre de cette demande m'expose à d'éventuelles sanctions.

5. Signature

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Fait à* :

Signature manuscrite du
demandeur* :
(ou signature digitale)

Date de la demande* :